

# Le droit pénal et la non-divulgence du VIH



Fournir aux avocats de la défense l'information nécessaire sur le droit pénal et le VIH

Les cas d'exposition au VIH ou de sa transmission sont très complexes et requièrent des connaissances qui vont au delà des compétences juridiques habituelles, notamment la connaissance des plus récentes données scientifiques sur le VIH. Il est donc crucial que les avocats de la défense aient accès aux ressources et à l'information nécessaires.

Régulièrement mise à jour, une trousse de ressources pour les avocats de la défense — *Faire face à la criminalisation de l'exposition au VIH ou de sa transmission* — est accessible en français et en anglais, respectivement à [www.aidslaw.ca/kit-avocats](http://www.aidslaw.ca/kit-avocats) et à [www.aidslaw.ca/lawyers-kit](http://www.aidslaw.ca/lawyers-kit).

Cette trousse a été développée par le Réseau juridique canadien VIH/sida en partenariat avec AIDES (France AIDES), le Groupe sida Genève et le Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH (GNP+).

Elle fournit de la documentation à teneur informative pour aider les avocats à préparer leurs dossiers, de même qu'une sélection de publications qui pourraient être présentées en cour, notamment des ressources spécifiques au contexte canadien.

Plus précisément, elle renferme :

- Des informations sur les aspects sociaux de la vie avec le VIH, tenant compte des différences dans l'accès aux traitements entre les pays à revenu élevé et faible;
- Un aperçu de l'évolution de l'épidémie au cours des 30 dernières années et quelques perspectives d'avenir;
- Un recueil détaillé **des plus récentes données scientifiques** et leurs références complètes, sur le traitement et son impact sur le risque de transmission du VIH, le degré de risque de transmission du VIH par acte, et la preuve de la transmission du VIH;
- Des documents sur les défis que soulève la criminalisation de l'exposition au VIH ou de sa transmission, y compris des considérations de politiques;
- Des recommandations internationales sur le recours au droit pénal dans des affaires liées au VIH;
- Des décisions internationales clés;

- Un recueil de **documents juridiques** au palier national, notamment des descriptions exhaustives du droit, des affaires clés et des articles pertinents de la doctrine juridique; et
- Une liste exhaustive de références.

Les organismes de lutte contre le sida et autres fournisseurs de services dont certains clients sont l'objet d'accusations ou craignent d'être sous enquête **devraient fournir à ceux-ci (ou à leurs avocats de la défense) l'hyperlien de la trousse de ressources.**

Ils devraient aussi signaler aux **avocats de la défense qu'ils peuvent communiquer avec le Réseau juridique canadien VIH/sida, la HIV & AIDS Legal Clinic Ontario (HALCO) (en Ontario) et la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-SIDA) (au Québec) pour discuter des détails de leurs dossiers.** Ces trois organismes collaborent régulièrement avec des avocats de la défense, dans le cadre d'affaires liées à la non-divulgence du VIH.

#### **Réseau juridique canadien VIH/sida (Canada)**

Tél. : +1 416 595-1666

Courriel : [info@aidslaw.ca](mailto:info@aidslaw.ca)

#### **HIV & AIDS Legal Clinic Ontario (HALCO) (Ontario)**

Tél. : +1 416 340-7790 ou sans frais : +1 888 705-8889 (en Ontario)

Courriel : [talklaw@halco.org](mailto:talklaw@halco.org)

#### **Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-SIDA) (Québec)**

Tél. : +1 514 844-2477 (poste 34) (à Montréal) ou sans frais : +1 866 535-0481 (poste 34) (à l'extérieur de Montréal)

Courriel : [vih-infodroits@cocqsida.com](mailto:vih-infodroits@cocqsida.com)

Le présent document fait partie d'une ressource en ligne intitulée *La divulgation du VIH et le droit : Une trousse de ressources pour les fournisseurs de services*, accessible à [www.aidslaw.ca/kit-communaut](http://www.aidslaw.ca/kit-communaut). Il contient des renseignements généraux et ne constitue pas un avis juridique. On peut en faire des copies, à condition de ne pas les vendre, et de préciser que la source de l'information est le Réseau juridique canadien VIH/sida. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Réseau juridique, à [info@aidslaw.ca](mailto:info@aidslaw.ca). *This info sheet is also available in English.*

© Réseau juridique canadien VIH/sida, 2012